



ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE DE L'OTAN

99^e séminaire Rose-Roth

Groupe spécial Méditerranée et
Moyen-Orient (GSM)

COMPTE RENDU

Antalya (Turquie)

12-14 avril 2019

163 JOINT 19 F | Original : anglais | 5 août 2019

Ce compte rendu du séminaire est présenté à titre informatif uniquement. Il ne représente pas nécessairement la position officielle de l'Assemblée. Il a été établi par Ethan Corbin, directeur de la commission de la défense et de la sécurité.

Note de synthèse

1. Les régions du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord du proche voisinage de l'OTAN sont en proie à d'importants bouleversements politiques, militaires, sociaux et économiques. Nombreux sont ceux qui parlent déjà de deuxième printemps arabe pour évoquer la nouvelle vague de soulèvements sociaux et de changements de régime récents en Algérie et au Soudan. La position géographique et la démographie de la Turquie, mais aussi son poids économique et politique, font de ce pays un acteur incontournable pour l'avenir de la région.
2. Désireux de débattre des défis majeurs qui affectent aujourd'hui la région, les législateurs de l'OTAN, du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord et d'autres pays partenaires de l'Alliance se sont retrouvés à Antalya, en Turquie, du 12 au 14 avril 2019, pour une réunion conjointe dans le cadre des séminaires Rose-Roth et du Groupe Spécial Méditerranée et Moyen-Orient (GSM). Plus de 120 parlementaires des États membres de l'OTAN et de pays partenaires ont pris part au séminaire conjoint Rose-Roth – GSM. Il s'agissait par ailleurs du 99^e séminaire Rose-Roth.
3. Les débats et échanges ont incontestablement été marqués par la complexité des défis auxquels la région est confrontée. Tous les participants étaient animés par la volonté de comprendre et de mesurer les causes – et les solutions possibles – des nombreux défis affectant de manière fondamentale les populations et les gouvernements locaux, non seulement dans l'ensemble de la région mais aussi, bien au-delà.
4. Comme l'a déclaré la présidente de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN, Madeleine Moon (Royaume-Uni), dans son allocution d'ouverture : « *Nos gouvernements et nos parlements savent depuis longtemps que la sécurité, la prospérité et la stabilité de la communauté euro-atlantique sont directement liées aux développements dans la région MOAN. Cette reconnaissance d'un même destin est l'un des principaux vecteurs des relations solides que nous développons avec les parlements de cette région aux multiples facettes* ».
5. La Turquie est directement confrontée à certains des défis les plus graves de la région : migration de masse suite aux effets dévastateurs de la guerre civile en Syrie, changements de structures de pouvoir, concurrence entre grandes puissances et nouvelles initiatives économiques. De par sa position, la Turquie continue donc d'impacter, dans des proportions considérables, l'orientation et l'ampleur de nombreuses questions et initiatives régionales. Durant tout le séminaire, il est apparu sans aucun doute possible que la Turquie est déterminée à continuer à jouer un rôle clé dans les discussions et les solutions à apporter à de multiples problèmes complexes, parmi lesquels le conflit en Syrie.
6. Les débats sur les efforts que déploie la Turquie pour accueillir plus de 3,6 millions de réfugiés syriens depuis le début de la guerre en Syrie ont traduit, de manière emblématique, le genre de rôle que souhaite jouer le pays. Soulignant la contribution majeure qu'apporte la Turquie dans la crise des réfugiés syriens, Madeleine Moon a invité les participants à « réfléchir à la crise internationale des réfugiés en Europe, qui serait bien plus grave encore sans la générosité et l'hospitalité remarquables de la Turquie envers le peuple syrien. »
7. Mevlut Cavusoglu, ministre turc des affaires étrangères, et Mustafa Sentop, président de la Grande Assemblée nationale de Turquie, ont entamé les débats en soulignant l'importance des efforts incessants de l'Alliance pour adapter sa position de défense et de dissuasion afin de répondre aux exigences d'un environnement de sécurité international de plus en plus complexe. Le ministre Cavusoglu a demandé aux législateurs de continuer à réfléchir principalement à la manière dont tous les Alliés et partenaires de l'OTAN pourraient aller de l'avant avec la même compréhension des défis auxquels ils sont confrontés, en tenant compte de leurs responsabilités partagées dans la recherche de solutions les plus susceptibles d'instaurer durablement la paix et la sécurité sur leurs territoires.

8. Parmi les problèmes qui préoccupent le plus la Turquie, les Alliés et les pays partenaires, M. Cavusoglu a cité le fléau du terrorisme moderne, la migration mixte de masse, et le défi permanent des guerres et conflits qui déchirent la trame même des nations de la région. Ces points majeurs, ainsi que d'autres, ont été débattus tout au long du séminaire. Plusieurs experts délégués par des organismes internationaux, le gouvernement turc, des ONG et les milieux académiques se sont adressés aux participants.

9. À l'issue du séminaire, les législateurs ont notamment rappelé leur détermination commune non seulement à comprendre les causes de l'instabilité et de l'agitation sociale dans la région, mais aussi à œuvrer de concert pour identifier les moyens d'aider les peuples concernés à retrouver la voie d'une paix et d'une prospérité durables. Depuis de nombreuses années, les séminaires Rose-Roth s'avèrent des plateformes essentielles, par le biais desquelles l'OTAN et ses partenaires peuvent partager leurs points de vue, discuter d'approches nouvelles et constructives face aux défis communs qu'ils ont à relever.

10. Le séminaire était organisé et placé sous les auspices du parlement turc et du chef de la délégation turque auprès de l'AP-OTAN, Osman Bak. Celui-ci ne s'est pas contenté d'orchestrer les débats tout au long du séminaire. Il a également organisé un match de football amical entre les parlementaires et de jeunes réfugiés syriens le samedi soir, 13 avril. Comme l'a fait remarquer M. Bak à propos de cet événement : « Le sport a un pouvoir magique : par le football, ces jeunes parviennent à surmonter nombre des épreuves auxquelles ils ont été confrontés à cause de la guerre. Je suis heureux que mes collègues de l'AP-OTAN et d'autres pays partenaires aient pu vivre cette expérience et avoir la chance de s'amuser avec les jeunes Syriens. » Même si le match s'est terminé à égalité, tous les participants avaient le sourire aux lèvres, dans un esprit de totale camaraderie, le temps d'une soirée.

I. SESSION 1 : LA SITUATION EN SYRIE

11. Le **colonel (en retraite) Richard OUTZEN**, conseiller principal pour l'engagement en Syrie, département d'État américain, entame son allocution en laissant entendre que la politique américaine envers le parti des travaillistes du Kurdistan (PKK) est claire : son pays considère le PKK comme une organisation terroriste et partage les préoccupations de la Turquie à cet égard. Il adresse également les remerciements de son gouvernement à tous les partenaires de la coalition qui ont pris part à la lutte contre l'État islamique (EI) et son califat. Mais la défaite du califat ne signifie pas la fin de l'État islamique, qui demeure une sombre menace. La Syrie, ajoute-t-il, reste aussi un problème. Son régime dictatorial a fait usage d'armes chimiques, soutenu le terrorisme et provoqué une catastrophe humanitaire. En tout état de cause, la guerre en Syrie n'est pas terminée et elle continuera jusqu'à ce qu'une solution politique soit trouvée à la crise. Le colonel Outzen rappelle qu'aujourd'hui cinq pays sont militairement présents sur le champ de bataille syrien : la Russie, l'Iran, la Turquie, les États-Unis et la Syrie elle-même.

12. Pour lui, la résolution 2254 de l'ONU reste d'application et offre une feuille de route pour la paix en Syrie. Cette résolution indique qu'il appartient au peuple syrien de décider de l'avenir de son pays et en appelle à des négociations officielles sur un processus de transition politique facilité par les Nations unies afin d'établir une gouvernance crédible, non sectaire, avant de s'atteler à la rédaction d'une nouvelle constitution. La résolution préconise également des élections libres et honnêtes sous la supervision des Nations unies. Les États-Unis veulent être sûrs que la Syrie ne constitue pas une menace pour ses voisins, qu'elle ne soutienne pas le terrorisme, qu'elle ne possède pas d'armes chimiques, qu'elle ne soit pas sous la coupe de l'Iran, qu'elle reconnaisse les crimes qu'elle a commis ces huit dernières années et qu'elle facilite un retour honorable des réfugiés dans leurs foyers.

13. Pour le colonel Outzen, même si le président Assad contrôle actuellement la moitié de la Syrie, il ne pourra pas la reconstruire et il est peu probable qu'il s'empare de l'autre moitié. Les États-Unis

ne veulent pas le voir à la tête d'un nouvel État, ni prendre le contrôle du reste du pays. Ils maintiennent une présence en Syrie pour garantir une certaine stabilité. Ils fourniront de l'aide, ils coordonneront la politique avec les pays alliés et partenaires et ils feront pression sur le plan diplomatique sur le régime. Le colonel Outzen souligne que les États-Unis partagent des intérêts communs avec certains pays – même avec la Russie – engagés en Syrie. Des pourparlers sont en cours entre des responsables états-uniens et la Turquie sur une série de questions. Des consultations étroites ont également lieu entre les États-Unis, Israël et la Jordanie.

14. Durant le débat, le colonel Outzen précise que, bien que les États-Unis aient reconnu récemment le plateau du Golan comme faisant partie d'Israël, ce point devrait être considéré sous un angle différent du reste de la situation dans ce pays. Le Plateau du Golan ne fait plus partie de la Syrie depuis longtemps et ne devrait donc pas être pris en compte dans la recherche d'une solution définitive à la crise actuelle.

15. **Gulnur Aybet**, professeure, à l'université de la défense nationale et conseillère principale auprès du président de la République de Turquie, rappelle les trois dimensions essentielles de la politique étrangère turque : la dimension transatlantique, dont la politique est façonnée par des considérations de puissance forte et puissance douce ; la dimension humanitaire, basée sur des considérations d'ordre religieux et ethnique ; et la politique régionale, où la puissance forte joue à nouveau un rôle majeur. La Syrie est concernée par ces trois dimensions et l'approche turque est multilatérale. La Turquie soutient les résolutions des Nations unies. Son intervention en 2016 était dictée non seulement par des considérations de puissance forte, mais aussi par des préoccupations humanitaires. Elle rappelle qu'en 2011, des responsables européens avaient demandé à la Turquie pourquoi elle ne s'était pas engagée dans une intervention humanitaire ; en guise de réponse, la Turquie avait posé la même question à l'Europe. Parallèlement, après avoir invoqué l'article 4, la Turquie apprécie le soutien que lui a apporté l'OTAN sur le plan de la sécurité en déployant sur son sol des batteries de défense aérienne *Patriot*. Mais cela n'a pas suffi à protéger le pays contre Daech et le PKK-YPG.

16. À ce jour, la Turquie a accueilli 3,5 millions de réfugiés syriens et dépensé quelque 35 milliards de dollars pour les aider. La guerre a cependant prélevé un lourd tribut supplémentaire sous la forme de multiples attentats terroristes perpétrés contre la Turquie. On songe ici notamment à l'attentat contre la gare ferroviaire d'Ankara, l'aéroport d'Istanbul et un centre touristique à Istanbul. Ces attentats ont forcé la main à la Turquie et l'ont conduite à mener l'opération *Bouclier de l'Euphrate* pour éliminer les combattants de Daech des régions frontalières.

17. Selon Mme Aybet, le PKK et son organisation sœur, le YPG, posent à la Turquie une autre menace sérieuse, originaire de Syrie. La Turquie fait tout pour empêcher cette menace de s'ancrer en Syrie le long de la frontière turque. Elle a dépêché des troupes en Syrie dans le cadre de ce qu'elle a appelé une opération d'auto-défense légitime. Aujourd'hui, la Turquie mène des consultations avec la Russie et l'Iran dans le but de trouver des solutions à plus long terme. C'est ce que l'on appelle le processus d'Astana. Durant la libération de Raqqa, la Turquie s'est opposée à la coopération entre les États-Unis et le YPG.

18. Mme Aybet souligne enfin qu'après une opération militaire, il est essentiel de stabiliser la situation. Cela n'a pas été le cas en Iraq et la région en a payé le prix fort. En revanche, dans les Balkans occidentaux, un effort de stabilisation a été mené au lendemain de l'opération, ce qui a largement contribué au renforcement de la sécurité. Selon elle, on a tendance à considérer le conflit en Syrie comme un jeu à somme nulle, alors qu'il faudrait aujourd'hui désigner un vainqueur. Une coopération internationale plus intense sera nécessaire. La Turquie œuvre actuellement à la mise en place d'une zone sécurisée qui faciliterait le retour des réfugiés. Des discussions sont en cours à ce sujet avec des responsables américains.

II. SESSION 2 : PRÉSENTATION DU PROJET DE RAPPORT DU GSM ET SESSION 3 : LES OUTILS DE PARTENARIAT DE L'OTAN – NOUVEAUX PARTENAIRES ET PARTAGE D'EXPÉRIENCES

19. **Nicola de Santis**, chargé du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord à la division Affaires politiques et Politique de sécurité de l'OTAN, entame son intervention en déclarant que la Méditerranée et le Moyen-Orient élargi jouent un rôle capital dans la sécurité transatlantique. D'innombrables faits en attestent, mais le plus frappant est sans doute ces quelque 3,5 millions de réfugiés syriens actuellement sur le sol turc. Le soutien que leur apporte la Turquie représente une contribution majeure à la sécurité, une réalité que l'on ne peut nier.

20. Les événements en Syrie, en Iraq et en Libye ont tous ébranlé la région, au même titre que le problème du terrorisme. M. de Santis ajoute cependant qu'il faut rester optimiste et que l'OTAN peut contribuer à améliorer la sécurité dans la région. L'OTAN collabore depuis 25 ans avec des États partenaires dans la région. Il y a 15 ans, elle a également entamé une coopération avec les États du Golfe dans le cadre de l'Initiative de coopération d'Istanbul. Ces efforts ont permis à l'OTAN d'apporter un certain degré de stabilité et de sécurité dans cette partie du monde et, cela, en étroite collaboration avec des pays partenaires de la région. Cette coopération pratique a permis aux différentes parties de beaucoup mieux se comprendre. Le Koweït abrite aujourd'hui le Centre de coopération d'Istanbul, qui a pour vocation de resserrer encore ces liens. Deux représentants de l'OTAN travaillent actuellement au Koweït pour approfondir la collaboration. Des pays partenaires du Golfe ont pris part aux opérations menées en Bosnie, en Libye et en Afghanistan. Aujourd'hui, l'OTAN est prête à apporter son aide à la Libye, mais à l'heure actuelle, la situation est trop incertaine.

21. Durant le débat, M. de Santis rappelle que l'OTAN a largement contribué au renforcement de la capacité de défense de l'Iraq. L'OTAN ne participe pas au processus de paix israélo-palestinien et ne cherche pas à le faire. Mais lors du sommet d'Istanbul en 2004, les chefs de gouvernement ont adopté l'idée d'une solution prévoyant deux États. Leur position demeure inchangée aujourd'hui. M. de Santis note le recours à des fonds d'affectation (*trust funds*) pour certains projets dans la région, mais selon lui, il serait plus efficace d'augmenter les fonds communs (*common funds*) si l'on veut investir dans la sécurité. Un recours excessif aux fonds d'affectation risque d'engendrer une sorte de privatisation de l'OTAN et de saper le type de solidarité qui découle de financements et projets partagés.

III. SESSION 4 : L'ASIE CENTRALE – ENJEUX ET DÉFIS

22. **Hélène Thibault**, professeur adjointe à l'université Nazarbaiev à Astana (Kazakhstan), débute son exposé en soulignant que l'Asie centrale connaît actuellement un développement économique d'une ampleur et d'une vigueur phénoménales. Qui plus est, cette région joue depuis quelques années un rôle géostratégique de plus en plus important, ce qui explique certainement dans une large mesure son développement. Selon Mme Thibault, le développement rapide de l'identité économique et géopolitique de l'Asie centrale repose sur trois piliers essentiels : le rôle de la stabilité relative depuis l'indépendance, la relance de la coopération régionale et globale sur les plans économique et sécuritaire, et la fin de la période de répartition des tâches entre la Russie et la Chine.

23. En ce qui concerne la stabilité régionale depuis l'indépendance, Mme Thibault rappelle qu'il n'y a eu depuis 2008 que 18 attentats terroristes, ce qui est relativement peu lorsqu'on considère la situation dans l'ensemble de la région. Sur ces 18 attentats, 9 ont eu lieu au Kazakhstan. Elle ajoute que la guerre en Afghanistan n'a pas eu sur la région l'effet de ruissellement que l'on avait prédit. Par ailleurs, les problèmes anticipés au Kirghizstan n'ont pas atteint le niveau que l'on craignait. Un nombre assez important de combattants étrangers ont effectivement quitté la région (environ 400, pour rejoindre les rangs des combattants en Syrie ou en Afghanistan) mais leur retour n'a pas véritablement causé de problèmes. En d'autres termes, précise-t-elle, le défi posé par

l'instabilité régionale et l'inquiétude engendrée par le retour de combattants étrangers n'ont finalement pas posé un problème aussi grave qu'on l'avait supposé au départ.

24. Sur le plan de la coopération régionale et internationale en matière de sécurité, les États de l'Asie centrale participent à toute une série d'organisations multilatérales allant de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) aux Nations unies, en passant par l'Organisation de coopération de Shanghai (OSC). À propos de la coopération de l'Asie centrale dans le cadre de la OSC en particulier, Mme Thibault souligne que les États membres de cette organisation représentent environ 40% de la population mondiale. Les principaux points d'attention de la OSC sont le terrorisme, le séparatisme et l'extrémisme - que l'organisation désigne sous le terme des « trois maux ». L'intervenante rappelle que la OSC sert de cadre à des manœuvres militaires conjointes et à l'expansion des liens économiques et culturels entre ses membres, mais qu'elle fonctionne à partir d'une structure institutionnelle relativement légère.

25. Le sommet d'Asie centrale de mars 2018, premier sommet régional depuis 10 ans, a surtout fait figure de symbole. Il a démontré le faible niveau de coopération régionale effective, ce qui représente toujours un obstacle au développement de la région sur les plans politique, économique et sécuritaire. Mme Thibault fait remarquer que le récent sommet de la mer Caspienne a, quant à lui, rencontré plus de succès, même si le principal défi de la région - la délimitation du fond marin de chaque nation - ne figurait pas à l'ordre du jour. Ce problème complexe continue d'être traité sur un plan purement bilatéral.

26. Économiquement parlant, le développement régional est mitigé. L'intervenante met notamment en exergue les tentatives de l'Union économique eurasiatique (UEE) pour promouvoir les relations économiques régionales. Elle rappelle par ailleurs que la Chine a déjà injecté plus de 40 milliards de dollars dans la région, notamment dans des liaisons énergétiques et de transport entre l'Asie centrale et l'Europe. Mais le nombre de bases militaires chinoises en Asie centrale a lui aussi augmenté. Un mouvement assez important de sinophobie est en train de se développer dans la région. Il pourrait entraver l'initiative chinoise de la nouvelle Route de la soie (une ceinture, une route). Environ 69% des Kazakhs sont contre l'infiltration de la Chine.

27. Mme Thibault conclut son exposé en rappelant que la coopération régionale se développe à vive allure, généralement sous influence russe ou chinoise, et le plus souvent dans le domaine de la sécurité et via le partage de pratiques autoritaires. Dans cette région en particulier, les intérêts de la Russie et ceux de la Chine convergent davantage qu'ils ne divergent. En raison de cette importante empreinte sino-russe, l'influence occidentale dans la région est quasiment inexistante.

28. L'ambassadeur **Riza Hakan Tekin**, directeur général des affaires politiques bilatérales (Asie du Sud) au ministère des affaires étrangères de la République de Turquie, expose ensuite aux participants la vision turque de la situation en Afghanistan et des perspectives de stabilité. Il commence par rappeler que l'Afghanistan est un pays totalement ravagé par quatre décennies de conflit incessant, mais que l'année 2018 a marqué l'apogée de cette dévastation. L'environnement sécuritaire du pays s'effondre, et la marginalisation relative du sujet dans l'agenda international ne fait rien pour arranger les choses. Alors que les combats en Afghanistan se concentraient habituellement au printemps et en été, ils se déroulent désormais sans interruption tout au long de l'année. La corruption reste le principal obstacle à une bonne gouvernance. Une autre variable qui complique davantage encore la situation est la production en rapide expansion de stupéfiants, ce qui alimente la violence criminelle, menace la perception des recettes fiscales et paralyse une proportion importante de la population, de plus en plus dépendante de la drogue.

29. Ces différents facteurs expliquent l'état lamentable dans lequel se trouve actuellement l'économie afghane. Plus de la moitié du budget du gouvernement est financée par des sources externes telles que l'aide internationale. Le taux de pauvreté dans le pays s'accroît rapidement. Quant à l'agriculture, un élément clé de l'économie, elle souffre de la sécheresse depuis une dizaine d'années.

30. En ce qui concerne le processus démocratique, l'ambassadeur Tekin rappelle que des élections parlementaires se sont tenues en octobre 2018, mais que les résultats n'ont toujours pas été officiellement annoncés. Les prochaines élections présidentielles, déjà reportées à trois reprises, devraient avoir lieu fin septembre, mais leur planification et leur organisation ont pris un sérieux retard. Qui plus est, le gouvernement en place est lourdement critiqué pour ses pratiques d'exclusion.

31. Évoquant les initiatives de paix, l'ambassadeur Tekin considère que celle des États-Unis est la plus importante et potentiellement la plus prometteuse. Il en rappelle les quatre principaux axes : la garantie des talibans de ne pas autoriser leurs propres combattants ni d'autres groupes à se servir de l'Afghanistan comme plateforme pour lancer des attentats à l'étranger, le retrait des forces américaines et de l'OTAN, l'instauration d'un dialogue intra-afghan et un cessez-le-feu permanent. Il fait remarquer que l'annonce par le président Trump fin décembre 2018 de retirer ses troupes d'Afghanistan a marqué un fameux défi pour les pays alliés et les partenaires en Afghanistan, toujours fidèles à la politique « *in together, out together* » en ce qui concerne la mission dans ce pays. Mais, poursuit l'ambassadeur, les États-Unis ont pu rassurer leurs Alliés et partenaires en précisant qu'ils œuvraient à la paix afin que chacun des acteurs concernés en Afghanistan y gagne, et qu'ils ne servaient pas uniquement leurs propres intérêts.

32. L'ambassadeur Tekin a ensuite essayé de brosser un tableau des développements positifs en Afghanistan. Il a d'abord indiqué que, par rapport à 2001, le taux d'alphabétisation des adultes et des jeunes était passé de 35% à 57%, et cela grâce à une vaste réforme de l'éducation. Il a ajouté que la condition de la femme s'est sensiblement améliorée et que des progrès sur le plan des soins de santé ont permis d'augmenter l'espérance de vie dans le pays. Autre point important souligné par l'ambassadeur : il y a aujourd'hui une nouvelle génération qui n'a jamais connu le régime des talibans. Cette nouvelle génération représente à peu près la moitié de la population. Enfin, les talibans auraient reconnu les erreurs qu'ils ont commises par le passé.

33. L'ambassadeur Tekin conclut en disant que les liens entre la Turquie et l'Afghanistan remontent loin dans le passé, la Turquie ayant été l'un des tout premiers pays à reconnaître l'Afghanistan comme nation indépendante. La Turquie défend également le maintien d'un État afghan unifié, qui fonctionne bien dans la région, précise encore l'ambassadeur. La Turquie figure parmi les plus gros pourvoyeurs de fonds et participe depuis toujours à la mission de l'OTAN en Afghanistan. Elle a en outre formé une grande partie de l'effectif de la police afghane, dont la moitié est constituée de femmes. En conclusion, l'ambassadeur Tekin rappelle que la Turquie est à la tête de l'initiative trilatérale visant à éliminer les différences politiques, économiques et sécuritaires entre le Pakistan et l'Afghanistan afin de promouvoir une plus grande stabilité dans la région.

IV. SESSION 5 : MIGRATION : ENTRE DÉFIS HUMANITAIRES ET DÉFIS SÉCURITAIRES

34. **Jean-Louis De Brouwer**, directeur pour l'Europe, voisinage oriental et Moyen-Orient, direction générale de la protection civile et opérations d'aide humanitaire européennes (DG ECHO), Commission européenne, ouvre la cinquième session par une présentation intitulée : L'Europe, la communauté internationale et la crise des réfugiés. M. De Brouwer indique aux participants qu'il faut être prudent lorsqu'on parle des flux de migrants et de réfugiés. La migration et les déplacements forcés ont tendance à être dépeints comme une menace pour la sécurité, alors qu'il vaudrait mieux essayer de comprendre la réalité à laquelle ces populations sont confrontées dans leur pays d'origine. Pour lui, il ne fait aucun doute que c'est une insécurité majeure qui les oblige à abandonner leurs foyers et il est très rare que les migrants et les réfugiés constituent une menace pour la sécurité.

35. M. De Brouwer rappelle les quatre grands axes à prendre en compte lorsqu'on se penche sur les flux migratoires mixtes (incluant migrants et réfugiés) : premièrement, évaluation des causes profondes de la situation, deuxièmement, focalisation sur une gestion plus stricte des frontières,

troisièmement, promotion d'une migration légale et d'une intégration dans le cadre d'une politique avantageuse pour toutes les parties concernées, et quatrièmement, garantie de protection et d'asile, ce qui nécessite une réforme permanente du système d'asile de l'UE.

36. Prenant l'exemple de la Syrie, il souligne que les participants à la récente conférence de Bruxelles sur la Syrie en mars 2019 ont promis d'affecter, pour 2019-2020, 8,3 milliards d'euros à la reconstruction, dont environ 6,6 milliards en provenance des États membres de l'Union européenne. Le montant engagé, poursuit-il, est très modeste par rapport à l'ampleur de la crise. La destruction urbaine en Syrie est la pire jamais provoquée par un conflit depuis la seconde guerre mondiale. Les combats ont entraîné le déplacement de pas moins de la moitié de la population du pays. Aujourd'hui encore, les tentatives de fournir une aide humanitaire se heurtent à des difficultés considérables. La moitié des efforts d'assistance vise les cas d'urgence et les mesures destinées à sauver des vies. La Turquie est le pays qui accueille le plus de réfugiés syriens au monde – environ 3,5 millions. Le programme d'aide aux réfugiés en Turquie lancé par l'UE (avec un financement de quelque 6,6 milliards d'euros) fonctionne très bien, précise M. De Brouwer. Il apporte un filet de sécurité publique universel dont profitent aujourd'hui 1,7 million de réfugiés syriens en Turquie. Dans le cadre de ce programme, la majeure partie des fonds est destinée à l'éducation.

37. M. De Brouwer ajoute que le programme s'applique également à la Grèce et aux Balkans occidentaux. En fait, c'est la première fois qu'un programme d'aide humanitaire de l'UE est mis en place au sein de l'Union. Le but est d'aider les réfugiés à se loger et à vivre de manière décente et cela en collaboration avec les pays d'accueil et d'autres organisations internationales. L'intervenant conclut en rappelant que les parlements nationaux ont, eux aussi, un rôle clé à jouer, car ils peuvent décider d'affecter des fonds au financement et au soutien politique de ces initiatives.

38. **Mehmet Gulluoglu** prend ensuite la parole pour évoquer la politique turque en matière d'asile et d'accueil des réfugiés. Il commence par rappeler qu'il y a aujourd'hui dans le monde quelque 258 millions de migrants. En termes de personnes déplacées, les principaux flux migratoires viennent du Soudan du Sud, d'Afghanistan et de Syrie. Le reste est constitué essentiellement de migrants économiques.

39. La Turquie a une longue tradition d'accueil des migrants, poursuit M. Gulluoglu, mais la crise syrienne a tout changé. On estime à 3,63 millions le nombre de réfugiés syriens actuellement sur le sol turc. Dans certaines villes, le nombre de syriens dépasse celui de la population urbaine tout entière, ajoute-t-il. C'est le cas de Kiris, par exemple : avant la guerre civile en Syrie, cette ville comptait quelque 100 000 habitants. Aujourd'hui, elle n'accueille pas moins de 116 000 Syriens. À Istanbul, on dénombre plus de 500 000 réfugiés.

40. M. Gulluoglu rappelle que le gouvernement turc ne ménage pas ses efforts pour apporter soins de santé, éducation, services sociaux et services techniques à tous ces réfugiés. Les chiffres sont impressionnants. Sur l'ensemble des réfugiés, on dénombre plus de 700 000 étudiants, 4,5 millions de réfugiés bénéficiant de services ambulatoires, 1,6 million de réfugiés toujours hospitalisés, et un total de 406 000 naissances. Le monde a largement ignoré le problème jusqu'au « drame d'Aylan » : l'image du corps d'un tout jeune syrien échoué sur une plage turque a alors suscité l'émoi et attiré l'attention à l'échelle internationale.

41. L'intervenant précise aux participants les cinq mythes les plus répandus à propos des réfugiés : les réfugiés sont isolés sur le plan économique, ils représentent une charge pour le pays d'accueil, ils constituent un groupe économiquement homogène, ils sont pour la plupart ignares quant aux technologies modernes et ils sont totalement dépendants de l'aide humanitaire. L'exemple des Syriens en Turquie vient démentir ces mythes, ajoute M. Gulluoglu. En effet, parmi ces réfugiés syriens se dessine une communauté dynamique et vive, qui travaille, apprend et vit aux côtés des hôtes turcs. M. Gulluoglu clôture son exposé en rappelant que la Turquie apporte également son aide dans bien d'autres crises de réfugiés – citant par exemple le Yémen, le Myanmar et la Palestine.

42. **Mehmet Kasapoglu**, ministre de la jeunesse et des sports de la République de Turquie, prend ensuite la parole sur le thème de la convergence des sports, de l'éducation et de l'intégration sociale en Turquie. Il commence par demander aux participants comment le ministre de la jeunesse et des sports peut aider à soulager la tragédie sans précédent qui se déroule en Syrie. Il décrit ensuite brièvement cette tragédie et rappelle aux participants que la Turquie a ouvert ses portes aux Syriens par devoir humanitaire, pour alléger la souffrance humaine.

43. Il poursuit en soulignant que le sport est un excellent moyen de rapprocher les gens. Les sports d'équipe et l'engagement athlétique favorisent l'unité et l'intégration. Il rappelle aussi le pouvoir que peut exercer le sport en aidant les jeunes à surmonter le traumatisme de leur passé pour trouver quelque chose de positif dans le présent. Le président Erdogan appuie massivement les investissements dans des clubs sportifs, partout dans le pays, pour aider les enfants réfugiés syriens. Au cœur de cet engagement figure le programme des sports pour les jeunes Syriens, destiné à « enclencher le changement social et à ouvrir des voies positives pour les jeunes ».

44. M. Kasapoglu conclut son exposé en notant que 75 000 jeunes Syriens ont pris part à des événements sportifs entre 2017 et 2018 dans 300 centres de jeunesse répartis dans toute la Turquie. Ces centres sont ouverts 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, aux citoyens turcs comme aux réfugiés syriens, sans discrimination d'âge ou de race. De nouveaux projets voient constamment le jour et sont mis en œuvre, toujours sur la base d'un engagement profond envers les jeunes Syriens.

V. SESSION 6 : LA LIBYE ET LE SAHEL

45. **Tarek Megerisi**, chercheur associé, programme Moyen-Orient et Afrique du Nord, conseil européen pour les relations internationales (ECFR), ouvre la sixième session, avec un exposé consacré aux défis sécuritaires persistants en Libye et au Sahel. L'un des principaux problèmes de la politique internationale envers la Libye réside dans le fait qu'on cherche sans cesse à traiter les symptômes du conflit libyen, plutôt que de s'attaquer aux causes profondes. L'idée de départ aux Nations unies consistait, rappelle-t-il, à faire en sorte que la Libye elle-même soit capable et en mesure de traiter ses problèmes. Les responsables internationaux en Libye sont passés à côté des vrais problèmes, des problèmes immédiats, tant ils étaient obsédés par des défis structurels plus vastes, comme la reconstruction des institutions. Suite aux premiers échecs de la communauté internationale en Libye, les problèmes n'ont fait qu'empirer, comme on peut le constater aujourd'hui.

46. M. Megerisi rappelle aux participants que les actions récentes du général Haftar, de l'armée nationale libyenne, ont clairement montré l'importance stratégique de la région. Le général Haftar, poursuit l'intervenant, pense qu'il est protégé par la communauté internationale et qu'il peut dès lors mobiliser des forces contre Tripoli en toute impunité. Mais une mobilisation s'est formée dans l'ouest de la Libye pour contrer la menace du général Haftar. À la suite de ces deux nouvelles mobilisations, la Libye est retombée dans la guerre civile. Pour M. Megerisi, essayer de pactiser avec l'homme fort de Libye, comme tente de le faire l'Occident, ne marche plus aujourd'hui – « Ce type d'approche fonctionnait sans doute dans les années 1970, mais cela n'a fait que semer les germes d'un cycle d'échecs et d'instabilité dont on constate aujourd'hui le résultat en Libye ».

47. Il précise que le général Haftar est à présent bloqué dans le sud, en raison de l'allongement des lignes d'approvisionnement. Par ailleurs, le manque d'effectif du côté de la contre-mobilisation a entraîné un gel du conflit, sur les positions actuelles. Le général Haftar dispose d'un armement supérieur et d'un support externe, mais faute d'une solution politique rapide, le pays risque de se trouver à nouveau plongé dans une terrible guerre civile. Une reprise des hostilités signifierait l'anéantissement de toutes les avancées enregistrées depuis 2014, met en garde M. Megerisi, et la situation pourrait être encore plus désastreuse que ce que l'on a connu auparavant. Avec le risque majeur, rappelle-t-il aux participants, de voir resurgir l'EI et d'autres groupes djihadistes dans le pays, le trafic d'armes partout en Libye et une nouvelle vague de défis pour des populations cherchant refuge en Europe.

48. M. Megerisi termine son exposé en notant que la Russie joue un rôle croissant dans le pays. Il s'agit, souligne-t-il, d'une nouvelle variable, car jusqu'au début 2019, la Russie se focalisait surtout sur la Syrie. Aujourd'hui, Moscou apporte son soutien au général Haftar et tout laisse à penser que la Russie est en train de former et de conseiller tactiquement les forces du général Haftar, comme l'atteste l'avancée des troupes de l'armée nationale libyenne.

49. **Leonardo Villalon**, doyen du Centre international et professeur de sciences politiques et d'études africaines, Université de Floride, présente son exposé sur le thème – « Enjeux majeurs au Sahel : crise et défis ». Dans le Sahel francophone, les enjeux sont clairs : la région est aux prises avec une crise humanitaire de grande ampleur, elle est marquée par un extrémisme violent et d'importants mouvements migratoires et de déplacement bouleversent ses sociétés et ses économies.

50. En ce qui concerne la situation humanitaire dans la région, il ne faut pas oublier que les pays du Sahel figurent parmi les moins développés au monde. La condition humaine y est extrêmement fragile, les indicateurs de santé sont alarmants, et le changement climatique modifie la région à vive allure, engendrant une intensification des tensions existant depuis longtemps entre agriculteurs et éleveurs installés. À cela vient s'ajouter la montée en puissance d'un extrémisme violent. Contrairement à ce que l'on pourrait penser aujourd'hui, le Sahel a une longue tradition de tolérance religieuse pacifique, mais la situation a changé suite aux retombées de la guerre civile en Algérie. Le premier groupe à avoir produit un impact majeur a été Boko Haram, dans tout le bassin du lac Tchad, ce qui a entraîné l'effondrement de l'économie régionale. M. Villalon cite en exemple l'État de l'Azawad. L'État de l'Azawad est un état touareg auto-proclamé dans le nord du Mali. Les efforts des Touaregs pour quitter le gouvernement malien ayant échoué, la région s'est effondrée. Aujourd'hui, on assiste dans le nord du Mali à une prolifération de groupes islamistes qui attisent et alimentent en permanence des conflits locaux. Il en résulte une nouvelle militarisation extrême de la région, avec d'importantes forces d'intervention externes fournies par des pays comme la France, les États-Unis et, à présent, la Russie.

51. M. Villalon rappelle par ailleurs que le Sahara a toujours été une zone de trafic et de mobilité. Le Niger est, par tradition, au centre de la route transsaharienne des migrations, une position encore plus flagrante aujourd'hui avec l'intensification de la crise migratoire. L'explosion démographique qui se profile en Afrique pourrait exacerber davantage encore ce problème – une explosion qui est évaluée à 1,3 milliard d'habitants supplémentaires sur le continent africain d'ici 2050. L'intervenant explore ensuite les causes fondamentales de la crise migratoire qui affecte aujourd'hui la région : l'effondrement de la Libye a été l'élément déclencheur, dont AQMI et d'autres groupes djihadistes locaux et internationaux ont ensuite tiré parti. Les causes plus historiques doivent être recherchées principalement dans l'affaiblissement des États de la région, marquée par un important déficit de la capacité régionale et de la légitimité des régimes au pouvoir ce qui, selon M. Villalon, constitue le nœud du problème.

52. M. Villalon attire l'attention sur le fait qu'actuellement, les efforts menés par des parties externes dans la région ne s'attaquent qu'aux symptômes, pas aux causes profondes. Ce qui peut se comprendre car il s'agit de répondre à des besoins de court terme, souligne-t-il. Il est incontestablement plus difficile de s'atteler aux causes plus historiques. Pourtant, selon M. Villalon, une manière pour la communauté internationale d'aller de l'avant serait de réfléchir à une sorte de nouveau plan Marshall pour la région. Il conclut en disant qu'avant d'entamer des programmes réellement viables dans la région, il faut d'abord y rétablir impérativement la sécurité. Les solutions de long terme impliqueront aussi, nécessairement, qu'on s'attaque aux défis politiques sur le terrain.

VI. SESSION 7 : CHANGEMENT ET CONTINUITÉ DANS LE GOLFE

53. **Emile Hokayem**, chercheur principal pour la sécurité au Moyen-Orient à l'Institut international d'études stratégiques (IIES), présente un exposé sur la politique régionale et la concurrence dans le Golfe. M. Hokayem commence par souligner l'importance stratégique croissante du Golfe. Il rappelle que 2011 a marqué un tournant dans la politique des États-Unis qui, depuis, ont considérablement réduit leur engagement dans la région. Il en est résulté une divergence de vues très nette entre les différents États influents et relativement aisés de la région non seulement quant à la manière d'interagir sur le plan régional, mais aussi de coopérer avec des puissances externes pour trouver un nouvel équilibre de forces acceptable. Les lignes de fracture sur lesquelles s'exerce cette concurrence sont claires, rappelle M. Hokayem : entre États et sociétés, groupes ethniques, sécularisme et extrémisme, sans oublier, par voie de conséquence, la fracture entre sunnites et chiites.

54. Comme le rappelle M. Hokayem, il n'existe pas d'accord à proprement parler quant à la façon dont le GCC (Conseil de coopération des États arabes du Golfe) devrait être organisé : devraient-ils s'aligner sur les États-Unis ? Ou l'hégémonie saoudienne devrait-elle fixer seule le cap du GCC ? L'intervenant pose la question sur le plan de la rhétorique. Pour les États du Golfe, des territoires comme la Syrie, le Liban ou encore la Libye sont autant d'opportunités leur donnant l'occasion de façonner et d'étendre leurs positions et intérêts dans la région, poursuit M. Hokayem. La sécurité représente une importante source d'inquiétude pour les cités-États des EAU, mais la sécurité de l'approvisionnement en nourriture et en eau les préoccupe bien davantage à plus court terme. Face à la puissance de leur proche concurrent, l'Iran, les États du Golfe cherchent à sceller des alliances bien au-delà de leur voisinage immédiat afin de peser davantage dans la balance stratégique.

55. Aujourd'hui, la rivalité entre États se joue sur trois axes, explique M. Hokayem : Arabie saoudite et autres États du Golfe, Turquie et Qatar, et enfin, l'Iran et ses alliés (principalement sous la forme de groupes armés régionaux). Les trois axes voudraient dicter l'évolution des dimensions économiques, idéologiques et sécuritaires de la région. Et tous les trois doivent s'appuyer sur des groupes armés externes pour projeter des forces dans les conflits de la région. Qui plus est, précise encore l'intervenant, chaque axe cherche à s'attirer l'appui de grandes puissances et à en tirer le maximum de profit.

56. M. Hokayem attire l'attention sur la campagne d'élargissement et de notoriété stratégique que mènent actuellement les États du Golfe pour s'attirer la sympathie des communautés régionale et internationale. L'Iran, en revanche, a choisi une toute autre stratégie, masquant son jeu pour tenter de modifier la dynamique régionale. Ces stratégies sont diamétralement opposées, souligne l'intervenant. La concurrence dans le Golfe est rude et brutale, comme l'attestent aujourd'hui quantité d'exemples dans toute la région et au-delà – au Yémen, au Levant, au Soudan, dans toute la corne de l'Afrique, au Sahel et en Afghanistan.

57. Portant son attention sur la politique états-unienne dans la région, M. Hokayem rappelle qu'alors que l'administration Obama avait décidé de « continuer à vous soutenir, mais avec une présence plus limitée », le président Trump affiche clairement son support aux États arabes du Golfe, qui l'ont accueilli à bras ouverts. Cette politique, fait remarquer l'intervenant, pourrait porter préjudice aux États du Golfe en 2020 ou en 2024. En conclusion, M. Hokayem précise que les intérêts économiques des États du Golfe se sont déplacés vers l'Orient, alors que l'avenir de leur sécurité dépend toujours de l'Occident. Pour les dirigeants du Golfe, la question clé est de savoir comment faire en sorte que l'Occident continue à œuvrer au développement de la sécurité dans la région.

58. **Adam Baron**, chercheur invité au programme de sécurité internationale du Conseil européen pour les relations internationales (ECFR), prend la parole pour évoquer le conflit au Yémen. Il souligne tout d'abord que cette guerre est généralement mal comprise et qu'on a tendance à simplifier l'image que l'on donne du conflit. Celui-ci doit être analysé à trois niveaux essentiellement :

au niveau international, avec les rebelles houthis soutenus par l'Iran opposés à un ensemble de forces nationales yéménites soutenues par l'Arabie saoudite ; au niveau national, avec principalement une opposition entre les rebelles houthis et les partisans du président Hadi ; et enfin au niveau local, avec les retombées et l'évolution rapide des combats sur le terrain.

59. Selon M. Baron, le chaos relatif qui a marqué la période de transition 2011-2014 au Yémen a ouvert la voie aux insurgés houthis cherchant à prendre le pouvoir. La dynamique du soulèvement houthi a incité l'Arabie saoudite à intervenir dans le conflit, notamment après l'ouverture par les forces rebelles houthis d'une voie de communication directe avec l'Iran et leur acceptation du soutien matériel de Téhéran. Aujourd'hui, les principaux acteurs engagés dans le conflit sont la coalition saoudienne, les EAU et l'Iran. D'autres acteurs importants, externes ceux-là, complexifient davantage encore les choses : Oman, le Koweït, le Qatar, les États-Unis, le Royaume-Uni et l'UE veulent tous avoir leur mot à dire dans l'ultime règlement pour la paix.

60. M. Baron souligne que la guerre au Yémen est le fruit d'une crise née il y a bien longtemps. Aucune élection n'a plus été organisée dans le pays depuis des années. Le gouvernement, affaibli et divisé, et ses institutions, ont perdu tout crédit aux yeux de la population. L'intervenant conclut en disant que l'initiative de paix de Stockholm est, selon lui, le meilleur accord à ce jour pour tenter d'amener un cessez-le-feu et peut-être même la paix, depuis le début du conflit. Mais il ne faut pas oublier l'extrême précarité de cet accord, en raison des variables qui pourraient facilement remettre le feu aux poudres.

61. **Volkan Bozkir**, le président de la commission des affaires étrangères de la Grande Assemblée nationale de Turquie, prend la parole pour présenter la perspective turque sur la situation dans le Golfe. M. Bozkir commence par souligner que le différend entre le Qatar et les États arabes du Golfe fragilise les chances de voir se développer aujourd'hui dans la région des lignes claires d'intérêt commun. La Turquie considère que sa propre sécurité est indissociablement liée à un Golfe fort. C'est pourquoi Ankara attache énormément d'importance au développement de la situation dans la région.

62. M. Bozkir poursuit en rappelant que la crise régionale s'est peu à peu muée en un différend et un blocage. En conséquence, le GCC risque bien de perdre sa crédibilité et c'est peut-être toute la région qui a commis l'irréparable en affectant sa capacité à coopérer de manière mutuellement profitable. L'intervenant souligne que la Turquie préconise la levée immédiate des sanctions contre le Qatar, parallèlement à un effort concerté pour aligner les intérêts entre les États du GCC et retrouver la voie de la coopération par la négociation.

63. À propos de la guerre civile au Yémen, il a l'impression que le processus de paix piétine. Selon lui, le plan de Stockholm ne devrait être considéré que comme une première étape préparatoire vers un processus de paix à plus long terme. L'une des principales raisons de cette stagnation réside, d'après M. Bozkir, dans un manque de confiance, notamment quant à celui à qui reviendra le contrôle des ports – celui d'Hudaydah par exemple. M. Bozkir rappelle aux participants que les tensions entre l'Iran et les pays du Golfe se ramifient jusqu'au Yémen. Il souligne également le désir de l'ensemble de la communauté internationale de voir l'Iran user de manière constructive de son influence au Yémen et de faciliter un futur règlement de paix.

64. M. Bozkir évoque ensuite la situation dans le Golfe de manière plus globale. Pour lui, la récente crise pétrolière en Arabie saoudite est un élément majeur du processus décisionnel dans la région, autrefois basé sur une diplomatie plus discrète. La diplomatie plus affirmée et plus directe de l'Arabie saoudite a un impact considérable dans la région. Au lendemain du printemps arabe, ce pays a multiplié les efforts pour tenter de réaligner l'équilibre régional des forces. Ce faisant, l'Arabie saoudite a commis pas mal d'impairs dans la mise en place de sa nouvelle politique étrangère – par exemple, son rôle dans l'assassinat de Jamal Khasoggi, et les retombées de cet acte sur la réputation de l'Arabie saoudite.

VII. SESSION 8 : LA SITUATION SÉCURITAIRE EN IRAQ

65. Le général de division **Dany Fortin**, commandant de la mission de l'OTAN en Iraq (NMI), parle de l'évolution de la situation en Iraq et se penche notamment sur l'impact de la mission de formation et de conseil de l'Alliance dans le pays. Il rappelle d'abord que la retraite, puis la défaite de l'État islamique (EI) ont transformé le groupe en une force d'insurrection. Cela étant, les forces irakiennes cherchent actuellement à bloquer les efforts du groupe qui tente de reprendre le contrôle de territoires dans le pays. En juillet dernier, les Alliés ont décidé d'assumer un rôle de formation et de conseil plus important auprès des forces irakiennes. Leur objectif : aider à consolider et à développer la capacité de ces forces et, à plus long terme, promouvoir des relations politiques normalisées avec le gouvernement iraquien.

66. Le commandant Fortin précise que la mission de l'OTAN n'est pas très étendue car elle se limite à la région de Bagdad exclusivement. Cette mission, rappelle-t-il, vise à répondre aux besoins du gouvernement iraquien. L'OTAN a une grande expérience lorsqu'il s'agit d'aider à superviser d'importantes réformes dans le secteur de la défense d'un pays. La mission de l'OTAN en Iraq poursuit précisément cet objectif : contribuer à mettre en place une force de sécurité nationale transparente et efficace. À terme, la mission vise à assurer la transition pour que les Iraquiens soient formés par des Iraquiens et non plus par des étrangers. Le commandant Fortin ajoute que cette mission prête également attention à des questions plus larges de contrôle démocratique des forces armées, ce qui contribuera à rendre les forces nationales irakiennes plus représentatives de la nation qu'elles veulent protéger. Le commandant Fortin indique qu'il travaille main dans la main avec ses homologues irakiens pour comprendre les processus de décision stratégiques et dresser ensuite les plans d'exécution tactique de ces politiques.

67. Dans le cadre des travaux menés avec le ministère iraquien de la défense pour structurer les forces et planifier la défense, le commandant Fortin indique qu'une transition est prévue pour que les forces de défense irakiennes soient capables d'assumer et de reprendre à leur compte toutes ces fonctions. Il insiste également sur les efforts déployés afin que la stratégie de sécurité nationale de l'Iraq soit durable et efficace. Les forces de sécurité irakiennes ont énormément de tâches à accomplir – allant de la défense nationale à la réaction aux situations de crise en passant par la lutte contre des mouvements d'insurrection – un défi pour toutes les forces armées, quelles qu'elles soient. Pour aider les forces irakiennes à relever ces défis, poursuit le commandant Fortin, l'OTAN ajuste les ressources et les mesures d'assistance en fonction des nécessités.

68. Le commandant Fortin évoque ensuite les efforts étendus visant à développer les compétences des forces irakiennes pour qu'elles puissent s'attaquer aux défis sécuritaires d'aujourd'hui – de la cybersécurité aux autres nouvelles technologies, etc. C'est pourquoi le NMI œuvre au développement d'une capacité professionnelle d'éducation militaire à l'Université de la défense nationale.

69. Le commandant Fortin termine son allocution en déclarant que la mission de l'OTAN est menée en complément et en partenariat avec la mission globale contre l'EI, la mission de l'UE en Iraq, ainsi que d'autres missions bilatérales et multinationales en cours à Bagdad. Il insiste sur le fait qu'en unissant leurs efforts en Iraq, Alliés et partenaires veulent s'assurer de ne pas faire double emploi et couvrir réellement toute la gamme des formations et des conseils dont l'Iraq a besoin. Il est important que les membres de l'AP-OTAN sachent que cette mission n'a été mise sur pied qu'à la demande du gouvernement iraquien et qu'il n'y a pas de bases OTAN en Iraq. La mission s'inscrit entièrement et exclusivement dans le cadre des institutions irakiennes existantes.

70. **Renad Mansour**, chercheur au programme Moyen-Orient et Afrique du Nord de la *Chatham House*, prend la parole pour tenter de faire le bilan sur la lutte contre le terrorisme en Iraq. Il commence par mettre en exergue la nature cyclique des conflits dans ce pays, ce qui laisse augurer un possible retour de la violence dans le futur. Aujourd'hui, la situation en Iraq s'est

améliorée par rapport à ce qu'elle était il y a quelques années, mais d'une manière générale, on ne s'est toujours pas attaqué aux causes profondes de ce cycle de conflits.

71. M. Mansour attire l'attention sur certains indices potentiellement annonciateurs d'une reprise des hostilités dans un avenir pas si lointain. La sécurité est indissociable de la situation politique et économique du pays, rappelle-t-il, et « fondamentalement, la faiblesse de l'État en Iraq engendre un cycle permanent de violence. » Selon un mythe fort répandu, on a tendance à croire que l'Iraq a passé le cap du sectarisme. M. Mansour reconnaît que si les choses ont, dans une certaine mesure changé - parce que les manifestations sont aujourd'hui ciblées sur les dirigeants locaux plutôt que sur des variables nébuleuses de différences sectaires – le problème politique clé en Iraq aujourd'hui est de savoir comment amener les citoyens à adhérer au processus politique. Or, constate l'intervenant, les Iraquiens expriment de plus en plus une réelle nostalgie de l'époque de Saddam Hussein, ce qui est regrettable.

72. M. Mansour évoque les efforts de reconstruction déjà accomplis pour étayer son argument. Depuis 2003, les États-Unis ont consacré 60 milliards de dollars américains à la reconstruction de l'Iraq mais sans résultats tangibles. Cette somme est supérieure à celle du plan Marshall mais malheureusement, les défis politiques et civils récurrents persistent et les conflits ont anéanti les bénéfices de cet investissement.

73. L'un des principaux problèmes, souligne M. Mansour, réside dans le fait que la réforme du secteur de la sécurité est entravée par l'existence de puissantes milices ethniques. Or, celles-ci représentent des acteurs de terrain sur les plans sécuritaire, économique et politique. L'intervenant conclut en disant que l'idée d'un État wébérien ne fonctionne pas – et ne fonctionnera pas – au Moyen-Orient. Il faut revisiter radicalement l'idée d'intégration de la population dans un gouvernement central iraquien pour pouvoir trouver une solution de gouvernance durable dans le pays.

VIII. SESSION 9 : LA RUSSIE ET LA CHINE AU MOYEN-ORIENT

74. **Anna Borshchevskaya**, chercheuse principale, *The Washington Institute*, laisse entendre que Vladimir Poutine est souvent dépeint comme un simple tacticien, peu à même de prendre des décisions stratégiques. Or, il n'en est rien. M. Poutine œuvre de manière systématique et cohérente pour donner à la Russie une place stratégique au Moyen-Orient. Sous sa gouvernance, la Russie a progressivement et régulièrement acquis un certain pouvoir politique et économique dans la région. Il est intéressant de noter que, si l'anglais est la première langue utilisée par le service de propagande russe (RT), l'arabe est la seconde, suivi par l'espagnol. Ce qui est révélateur des priorités du Kremlin.

75. Le président Poutine se différencie de ses prédécesseurs soviétiques par le fait qu'il cherche à forger de bonnes relations avec tous les acteurs de la région, et même avec certains groupes d'opposition. Ce qui lui confère une plus grande flexibilité que d'autres acteurs externes. Cette approche a été payante, dans une certaine mesure. L'Égypte se rapproche de Moscou et la Turquie resserre ses liens avec la Russie sur le plan énergétique, ainsi que sur le plan militaire ; elle achète aujourd'hui d'importants systèmes d'armement russes, au grand dam de certains Alliés. Mais jusqu'à présent, les perspectives de la Russie relèvent plutôt d'un jeu à somme nulle car Moscou considère sa réussite comme un échec pour l'Occident, et vice versa. Vladimir Poutine s'efforce activement d'accentuer son pouvoir dans la région malgré la faiblesse innée de son pays. La Russie est parvenue à projeter sa puissance sans devoir en payer un prix excessif, ce qui autorise à penser qu'elle restera très active au Moyen-Orient dans un avenir prévisible.

76. La Syrie a été un banc d'essai crucial pour la Russie, dont l'intervention dans ce conflit s'est avérée décisive. Cette intervention ne faisait pas partie d'un plan directeur ; elle s'inscrit plutôt dans le prolongement d'un support accordé de longue date par la Russie à Assad. Le président Poutine

a pu tirer parti du retrait de l'Occident de la région. Son but en Syrie était de protéger les intérêts immédiats de la Russie, d'affaiblir l'Occident et d'inonder ce dernier de réfugiés en guise de représailles à l'isolement imposé à la Russie après l'annexion illégale de la Crimée. En partie du moins, tout cela visait aussi à détourner l'attention du peuple russe des graves problèmes domestiques auxquels le pays est confronté. L'agitation en Russie préoccupe sérieusement le président Poutine. À ses yeux, tant les « révolutions de couleur » que les soulèvements arabes sont des événements inspirés, voire pilotés par les gouvernements occidentaux. Il s'inquiète de voir les États-Unis tenter d'orchestrer un soulèvement similaire en Russie et c'est ce raisonnement qui, pour une part au moins, inspire sa politique au Moyen-Orient.

77. Le conflit syrien a offert à l'armée russe une occasion de s'entraîner, une possibilité d'affirmer sa confiance et un moyen de « présenter » les armements russes aux acheteurs internationaux. Soixante-trois mille soldats russes ont été déployés par rotations dans toute la Syrie. La Russie a également essayé de créer une bulle A2D2 en Méditerranée orientale et elle y est parvenue dans une certaine mesure. Le conflit permet également à Moscou de disposer désormais d'un port en eau profonde dans la région.

78. La politique russe présente également une dimension énergétique. La Syrie doit aujourd'hui reconstruire son infrastructure énergétique. Elle n'est actuellement même pas indépendante sur ce plan, alors qu'elle possède les ressources élémentaires pour répondre à ses propres besoins en énergie. La Russie veut être un partenaire clé de la Syrie sur le plan énergétique, ce qui augmentera le pouvoir d'influence de Moscou dans ce domaine. L'importance de la présence russe en Syrie lui offre une excellente opportunité sur le plan du renseignement.

79. La Libye offre de nouvelles opportunités à la Russie. La politique occidentale envers la Libye manque de cohérence, selon Mme Borshchevskaya, alors que Moscou n'a jamais caché son soutien au général Hafta et à sa milice. Si la Russie parvient à s'implanter davantage en Libye, elle disposera d'un autre pilier stratégique majeur en Méditerranée.

80. Sur le plan domestique, la Russie continue de s'affaiblir. Elle compte de plus en plus sur la répression par la force pour balayer les mouvements de dissidence. Elle joue sur l'idée que le pays est « assiégé » pour justifier une militarisation et une répression accrues. Malgré cela, le président Poutine résiste et il est peu probable qu'il soit renversé. Il continue à promouvoir des conflits de faible intensité dans des régions contestées, car l'instabilité qui en résulte lui permet de se rendre indispensable et de vendre des armes. Ce faisant, il demeure un acteur pertinent, même si cela coûte cher à ses voisins. Face à un tel défi, les Alliés doivent se montrer forts.

81. **Lanxin XIANG**, directeur du centre d'études *Une ceinture, une route*, commence par dissiper le malentendu selon lequel la politique de la Chine ne serait que l'expression de ses intérêts commerciaux nationaux. Il décrit l'approche chinoise « pas d'ennemis, tous amis » envers le Moyen-Orient et précise qu'il s'agit d'un élément fondamental d'une stratégie pluridimensionnelle. La politique étrangère chinoise n'est pas seulement pragmatique ; elle trouve son origine dans des traditions ancestrales. La Chine n'a jamais dérogé à sa politique de ne pas intervenir dans les affaires intérieures des autres pays. Elle n'a jamais défendu l'idée que des puissances externes puissent parvenir à mettre en place un État par le biais d'un changement de régime ou d'une occupation. Pour elle, ce type de comportement relève du colonialisme ou s'apparente à une manière anglo-saxonne d'envisager l'ordre mondial. La Chine n'est pas non plus convaincue par les conceptions d'équilibre des forces apparentées à ces positions. Elle a remis en question l'idée d'Edward Gibbons selon laquelle une puissance naissante doit inévitablement défier le pouvoir en place par le biais d'une confrontation militaire. Pour la Chine, la puissance s'exprime davantage par le contrôle de l'eau. Il vaut mieux laisser l'eau suivre son cours naturel que de construire des barrages, moins efficaces selon elle. La manière dont la Chine envisage les relations internationales ne repose pas sur une architecture spécifique, mais plutôt sur des équilibres locaux, mis en place par des opérateurs locaux, pas par des puissances étrangères. Quant à la position chinoise à propos de la mer de Chine méridionale, l'intervenant souligne durant le débat que la Chine n'a pas l'intention

de bloquer la navigation dans ces eaux. Deux tiers de ses échanges commerciaux passent par la mer de Chine. Les Chinois veulent des eaux libres, contrairement à ce que pense Washington à propos des ambitions de la Chine dans la région.

82. M. Xiang indique que les printemps arabes ont provoqué un vent de panique en Chine, mais pratiquement aucun de ces printemps n'a abouti – comme le montre l'exemple frappant de la Libye. La Chine n'a aucun intérêt à s'impliquer dans ces conflits et pense par exemple que des parties externes ne parviendront pas à influencer sur la dynamique qui est au cœur des rivalités entre sunnites et chiites.

83. L'initiative Une ceinture, une route est un projet stratégique majeur pour la Chine, qui souhaite établir des liens dans cette région et plusieurs autres. Elle pourrait contribuer à instaurer une plus grande cohérence et une meilleure intégration dans la région. Mais elle traduit également l'approche de la Chine sur le plan des affaires internationales. Cette approche n'est pas militaire, insiste M. Xiang. Elle se concentre sur la connectivité dans l'espace euroasiatique. Cette notion de connectivité est un des principaux piliers de la démarche chinoise en matière d'affaires internationales. La manière dont la Chine envisage le multilatéralisme a évolué, elle aussi. Autrefois très sceptique à l'égard de cette façon d'envisager les questions internationales, la Chine commence à présent à l'adopter et pense que cela peut lui être profitable. Elle y voit une plus grande pluralité et, sur certaines questions, elle a choisi de participer à des coalitions aux côtés de Paris, Berlin et Moscou. M. Xiang fait remarquer qu'au 19^e siècle, les grands projets infrastructurels étaient liés aux politiques et ambitions coloniales. La Chine ne conçoit pas ces projets sous cet angle. Elle n'a aucune ambition territoriale, ni coloniale.

84. La Chine a des relations uniques avec l'Iran, Israël et les pays du Golfe. Son initiative *Une ceinture, une route* contribue à interconnecter ces relations pour former un ensemble cohérent et homogène. Pour ce projet, Beijing considère le Moyen-Orient comme un partenaire plus prometteur que l'Afrique, ce qui l'amène à ajuster sa position en la matière. La guerre en Syrie n'est pas du goût de Beijing car elle complique ses plans.

IX. SESSION 10 : ÉVOLUTIONS RÉCENTES DANS LE CONFLIT ISRAËLO-PALESTINIEN

85. **Ufuk Ulutas**, président du centre de recherche stratégique au ministère turc des affaires étrangères, expose la perspective turque sur le conflit israélo-palestinien. Il rappelle que la Turquie a reconnu Israël en 1949, mais que depuis toujours, elle comprend et soutient également le désir des Palestiniens d'avoir leur propre État. À ses yeux, la seule solution viable au conflit actuel est d'avoir deux États, mais il reconnaît que de nombreux obstacles se dressent sur cette voie. La Turquie soutient aussi depuis toujours le processus de paix et n'a jamais cessé, depuis des décennies, de dialoguer avec les deux parties.

86. Pour M. Ulutas, la politique américaine constitue aujourd'hui une entrave majeure, car elle prend clairement parti pour le gouvernement Netanyahu et continue d'aborder la situation de manière unilatérale. Reconnaître officiellement Jérusalem comme la capitale d'Israël, déplacer son ambassade dans cette ville, reconnaître l'annexion du Plateau du Golan par Israël, tout cela traduit la politique de chèque en blanc que pratique aujourd'hui Washington. Même si de telles positions peuvent s'expliquer par des raisons domestiques, elles ont sapé le processus de paix, les normes et les institutions internationales, ainsi que le droit international qui proscrit l'acquisition de territoires par des moyens militaires.

87. Selon M. Ulutas, la radicalisation de la politique israélienne représente un autre problème. Le centre politique s'est déplacé de manière radicale. Si une personnalité comme M. Netanyahu a jadis occupé l'aile droite du spectre politique, sa position actuelle s'apparente plus au « centre », alors que la droite d'aujourd'hui relève davantage de l'extrémisme. M. Ulutas pense que cela complique d'autant plus les efforts de paix. Et comme si cela ne suffisait pas, le conflit

israélo-palestinien n'est plus au cœur des préoccupations de la communauté internationale. Car c'est toute la région qui est à présent en proie à une instabilité majeure et à des troubles de nature idéologique et sectaire. Face à cette évolution, le processus de paix est passé au second plan et l'on doit s'attendre à ce que les tensions et les difficultés augmentent encore avec le temps. L'UE seule n'est pas en mesure de jouer les médiateurs. Bien que l'administration Donald Trump ait promis de réaliser un soi-disant « accord du siècle », très rares sont les indices qui permettraient de dire que l'on est sur cette voie, d'autant que les Palestiniens ont été exclus de tous les pourparlers et que Trump a pris position en faveur des colons de Cisjordanie. Compte tenu de la difficulté de la situation, il serait souhaitable d'œuvrer au développement de capacités et de déployer des efforts pour alléger les souffrances des Palestiniens et afin de rendre plus supportable les conditions de ceux qui souffrent le plus de l'absence de progrès de la situation. Tout bien considéré, selon l'intervenant, il n'existe pas d'autre solution, que la coexistence de deux États.

X. SESSION 11 : LES DÉFIS EN MATIÈRE DE RÉFORME POLITIQUE ET INSTITUTIONNELLE DANS LA RÉGION MOAN

88. **Robert WATKINS**, directeur adjoint et chef de la division Moyen-Orient et Afrique du Nord au centre pour le contrôle démocratique des forces armées de Genève (DCAF), entame son exposé en décrivant l'évolution de la géopolitique au Moyen-Orient depuis la fin de la guerre froide. Durant cette période, on a assisté à une certaine interaction entre les institutions domestiques et la politique internationale. Certaines élites et même certains groupes minoritaires ont été favorisés et mis en évidence en raison des relations qu'ils entretenaient avec de grandes puissances. Des régimes politiques ont été importés ou imposés aux pays de la région. Parmi les principales typologies de ces régimes, figuraient des modèles étatiques classiques, séculaires, militaires, oligarchiques et coloniaux. La politique américaine était dictée à la fois par la dynamique de la guerre froide et par le souci d'accéder aux ressources pétrolières. Elle ciblait surtout les régimes dont la vision du monde était la plus proche de la sienne. La Russie était pour sa part en quête de partenaires intéressés par le socialisme. À mesure que les pays de la région s'alignaient sur les grandes puissances, ils marginalisaient ou éliminaient dans la foulée les forces d'opposition politiques internes. Tout cela a contribué à forger la mentalité et la vision des jeunes dans toute la région, estime M. Watkins.

89. La « lutte contre le terrorisme » déclenchée en 2003 a fait écho à cette dynamique néocoloniale et marqué le début d'une nouvelle phase d'intervention de l'Occident dans la région. Les forces occidentales ont pris part aux guerres en Iraq et en Libye. Aujourd'hui, des forces russes et états-uniennes sont présentes en Syrie. Les anciennes méthodes de politique économique ne fonctionnent plus. Même privés de droits politiques fondamentaux, les citoyens croyaient autrefois que l'État pouvait fonctionner. Aujourd'hui, l'État est incapable de créer des emplois en nombre suffisant, ce qui attise les tensions économiques et politiques. Ces développements économiques ont joué un rôle dans les divers soulèvements qui ont débuté en 2011. Bien que de nombreux analystes pensent, à tort, que le printemps arabe représente un échec politique majeur et que le phénomène est à présent révolu, M. Watkins est pour sa part persuadé qu'il continue. Qui plus est, il est trop tôt pour évaluer les conséquences de cette instabilité pour la région. La volatilité politique en Algérie et le renversement du président Al-Bachir au Soudan peuvent être considérés comme la prolongation de ce développement dans l'histoire de la région.

90. Cependant, quatre tendances se dessinent. Dans un premier temps, le statu quo a persisté en Algérie, au Liban et dans le Golfe. Peu de réformes ont été menées dans ces pays, où la situation demeure quasiment inchangée. Les régimes ont cherché à préserver la paix sociale en améliorant le contrat social.

91. La Tunisie, en revanche, a connu un processus de réforme ininterrompu. Même s'il n'est pas parfait, ce processus doit être considéré comme un développement fructueux, toujours en cours à l'heure actuelle. Un troisième type de réaction s'est fait jour au Maroc et en Jordanie, qui ont tous

deux fondamentalement réformé leur constitution pour répondre aux nouvelles exigences. Le processus en cours dans ces pays n'est pas révolutionnaire, mais plutôt évolutif et relativement stable. La quatrième tendance enfin concerne la Libye, la Syrie et le Yémen, où les conditions se sont le plus dégradées, sous la forme de conflits et de catastrophes humanitaires.

92. Le DCAF a analysé en détail cette situation. À partir de ces observations, il a dégagé quelques principes directeurs dont voici un aperçu. En tout premier lieu, une vraie réforme politique et institutionnelle nécessite un certain niveau de consensus social et des accords de base quant à l'orientation à donner au changement institutionnel. Deuxièmement, il faut une volonté politique ferme pour que le changement visé réussisse. Troisièmement, il faut un système de supervision garantissant que les responsables puissent rendre des comptes. Sans cette supervision – c'est-à-dire sans un système de responsabilisation de l'État – le processus de réforme sera voué à l'échec. Il ne suffit pas de « démontrer » : il faut aussi institutionnaliser tant les réformes que la supervision démocratique.

93. **Brahim Oumansour**, chercheur associé à l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS), débat de la situation politique actuelle en Algérie, bouleversée par les manifestations réclamant le départ du président Bouteflika et en proie aux changements politiques, économiques et institutionnels. En février, des centaines de milliers de manifestants sont descendus dans la rue, entraînant la démission du président Bouteflika et son abandon par la plupart de ses partisans. Le front de libération nationale, les dirigeants du monde des affaires et le chef de l'armée ont instamment prié le conseil constitutionnel de voter l'application de l'article 102 et de proclamer la vacance de la présidence. Le 2 avril, le président démissionnait et des élections présidentielles étaient annoncées pour le 4 juillet 2019.

94. Les manifestations se sont poursuivies, maintenant la pression sur l'élite au pouvoir. Le peuple algérien affiche son mécontentement face aux élites d'hier qui lui paraissent bien décidées à garder les rênes de l'État. La crise de confiance dans les dirigeants politiques est patente et le peuple ne veut aucun compromis quant à ses aspirations démocratiques, insiste M. Oumansour. Les manifestations se déroulent de manière ordonnée et ciblée. Ceux qui réclament un changement politique font preuve d'une grande maturité politique.

95. La crise algérienne trouve son origine, en partie du moins, dans la faillite de l'économie du pays. Les investissements colossaux consacrés à la modernisation de l'Algérie n'ont pas réussi à créer un embryon de secteur privé et le taux de chômage des jeunes est phénoménal dans ce jeune pays. Les mesures d'austérité introduites au lendemain de la chute des prix pétroliers ont encore aggravé la situation. L'inflation des prix affecte plus particulièrement les classes laborieuses et moyennes, alimentant un profond mécontentement social.

96. Heureusement, jusqu'à présent, les manifestations n'ont pas menacé la stabilité sociale en Algérie. Les institutions du pays résistent relativement bien. Toutes les parties semblent conscientes des risques et cherchent des solutions dans le cadre de la constitution afin d'éviter toute dégradation de la situation. Les développements en Libye sont bien présents à l'esprit de nombreux acteurs clés. Personne ne souhaite voir s'installer un chaos de ce genre en Algérie. Les Algériens ont tiré les leçons de l'échec de leurs voisins. D'une façon générale, l'armée est respectée et s'efforce, à son tour, d'éviter toute confrontation avec les manifestants. Elle ne cherche pas à s'emparer du pouvoir politique et a un rôle important à jouer pour garantir la stabilité et faciliter une transition pacifique.

97. Réussir cette transition prendra du temps mais nombreux sont les manifestants dans la rue qui aspirent à un changement rapide. Et c'est bien là que se situe le véritable dilemme. Il faut gérer cette dynamique, par la communication et le dialogue. Soixante-dix pour cent du budget national sont financés par la vente d'énergie. Une baisse majeure des prix énergétiques pourrait provoquer l'instabilité. La situation plus qu'incertaine en Libye constitue un autre facteur de risque, car cette instabilité pourrait attirer des organisations terroristes dans la région.